



SADC @40

Approfondir l'intégration régionale en 2020

par Kizito Sikuka

L'ANNÉE 2020 offre à la SADC l'occasion de revoir son programme d'intégration mais aussi de tracer la voie du développement de la région alors qu'elle entame 40 ans de coopération régionale. Ce numéro de l'Afrique australe aujourd'hui examine quelques questions clés pour la SADC cette année.

Vers la Vision 2050

L'un des domaines prioritaires pour la SADC en 2020 est la formulation d'une nouvelle vision sur 30 ans qui jettera les bases et définira une orientation stratégique pour la région pour mettre en œuvre ses programmes et activités jusqu'en 2050.

Le plan régional actuel, le Plan régional indicatif de développement stratégique révisé de la SADC (RISDP), qui a été approuvé en 2015, prendra fin en décembre 2020.

La vision proposée de la SADC 2050 devrait être fondée sur la vision actuelle de la SADC, qui est celle « d'un avenir commun dans une communauté régionale qui garantira le bien-être économique, l'amélioration des niveaux de vie et de la qualité de vie, la liberté et la justice sociale, la paix et la sécurité pour le peuple de l'Afrique australe ».

La nouvelle vision sera alignée sur l'Agenda 2063 de l'Union africaine et une résolution a également été prise par la région que le Plan stratégique 2020-2030 devrait être appelé RISDP 2020-2030.

Les deux documents stratégiques devraient être présentés pour approbation lors

du 40e sommet des chefs d'État et de gouvernement de la SADC prévu en août à Maputo, au Mozambique.

Renforcer la mise en œuvre des initiatives régionales

Étroitement liée au développement d'une nouvelle vision, l'année 2020 est historique car elle marque la dernière année de mise en œuvre du RISDP révisé 2015-2020.

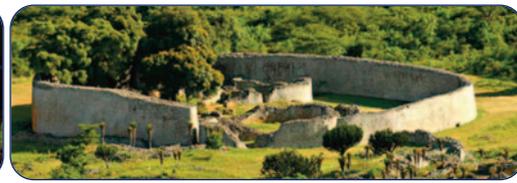
Les États membres de la SADC devraient cette année intensifier leurs efforts pour mettre en œuvre les activités énoncées dans le plan ainsi que la stratégie de développement industriel.

La stratégie et la feuille de route pour l'industrialisation de la SADC 2015-2063 fournissent un cadre pour les grandes transformations économiques et technologiques en Afrique australe.

Pour soutenir sa mise en œuvre, un Protocole de la SADC sur l'industrie, qui vise à améliorer l'environnement politique pour le développement industriel, a été approuvé en août 2019.



POLITIQUE	3
ENERGIE	4-5
LA TERRE	6
INFRASTRUCTURE	7
ZONES HUMIDES	8-9
UNION AFRICAINE	10-11
ELECTIONS	12-13
GENRE	14
EVENEMENTS	15
L'HISTOIRE AUJOURD'HUI	16



SADC @40

Approfondir l'intégration régionale en 2020

Le protocole est un instrument juridique autonome et contraignant qui établira et donnera un effet juridique à la stratégie et à la feuille de route pour l'industrialisation de la SADC et à son plan d'action-chiffré connexe et assurera une coordination, un suivi et une évaluation adéquats de la mise en œuvre aux niveaux régional et national.

Faire progresser le développement du genre

En ce qui concerne le développement du genre, la SADC rejoindra cette année la communauté mondiale pour marquer le 25^{ème} anniversaire de la quatrième Conférence mondiale sur les femmes et l'adoption de la Déclaration et du Programme d'action de Beijing (BDPfA).

Le BDPfA est un programme d'autonomisation des femmes qui vise à accélérer la mise en œuvre d'initiatives progressistes en matière de genre et à éliminer tous les obstacles à la participation active des femmes dans tous les domaines de la vie publique et privée grâce à une part pleine et égale de la vie économique, sociale et culturelle et la prise de décision politique.

Alors que la SADC a fait des progrès significatifs pour promouvoir l'égalité et l'équité entre les sexes, l'année 2020 offre à la région l'occasion de célébrer les réalisations sociales, économiques, culturelles et politiques des femmes, tout en prenant note des obstacles qui entravent l'accélération de l'égalité des sexes.

Faire face à la situation énergétique régionale

Au cours de l'année, la SADC continuera de renforcer le développement énergétique au niveau régional pour remédier aux pénuries d'électricité qui ont entravé la croissance économique et le développement depuis 2007 en raison de la diminution de la capacité de production et de la croissance de la demande.

La SADC, à travers le Pool Énergétique de l'Afrique australe (SAPP) qui coordonne la planification, la production, le transport et la commercialisation de l'électricité en Afrique australe pour le compte des services publics des États membres, prévoit de mettre en service un total de 8 781 mégawatts de nouvelle électricité pour le réseau électrique régional en 2020.

Une autre priorité dans le secteur de l'énergie est la finalisation de la révision du Protocole de la SADC sur l'énergie, qui est désormais dépassé et ne reflète pas certaines des dynamiques changeantes dans le secteur de l'énergie telles que la poussée vers une plus grande utilisation des sources d'énergie renouvelables et des technologies ainsi que l'impact du changement climatique.

En outre, la SADC devrait conclure une étude sur les modalités et les opérations d'un cadre politique régional pour guider l'exploration du gaz et du pétrole.

Création d'un parlement régional

La SADC restera saisie de la proposition de transformation du Forum parlementaire (PF) de la SADC en un parlement régional.

Le 39^{ème} Sommet de la SADC qui s'est tenu à Dar es Salaam, en République-Unie de Tanzanie en août 2019 « a chargé le secrétariat de la SADC en collaboration avec le secrétariat de la SADC PF d'élaborer le modèle que le Parlement de la SADC proposé assumerait, en termes de mandat, pouvoirs et fonctions; et d'élaborer une feuille de route pour la transformation de la SADC PF en un Parlement de la SADC. »

Le modèle devrait être finalisé cette année et présenté pour approbation lors du 40^e sommet de la SADC prévu en août au Mozambique.

Veronica Macamo, nouvellement nommée ministre des Affaires étrangères du Mozambique, qui présidera le Conseil des ministres de la SADC pour l'année débutant en août, a joué un rôle déterminant dans le lobbying pour la transformation lorsqu'elle était présidente de

la SADC PF avant sa nomination à son nouveau poste au mois de Janvier.

La création proposée du Parlement régional de la SADC fournira une institution représentative pour les citoyens de la SADC, servant ainsi d'interlocuteur valable pour les besoins et les désirs du grand public.

Faire taire les armes

La paix et la stabilité sont les ingrédients clés du succès de l'intégration régionale et du développement durable. En tant que tels, les mécanismes de consolidation de la paix et de maintien de la paix seront un autre domaine d'attention de la SADC en 2020.

Conformément à l'aspiration de l'Union africaine à "Faire taire les armes à feu d'ici 2020", la SADC s'efforcera de mettre fin aux guerres, aux conflits civils, à la violence sexiste et aux conflits violents dans la région.

La région de la SADC a généralement bénéficié de la stabilité malgré quelques poches d'instabilité dans l'est de la République démocratique du Congo, le Royaume du Lesotho et Madagascar.

La SADC devrait ainsi faire le point sur les interventions entreprises par la région pour promouvoir la paix et la stabilité dans ces États Membres et d'autres.

Confortés par les élections réussies de 2019, au moins deux pays de la région - les Seychelles et la République-Unie de Tanzanie - se rendront aux urnes cette année.

Les Tanzaniens iront aux urnes en octobre pour élire leur président, parlementaires et conseillers, tandis que les Seychelles auront leur élection présidentielle entre septembre et novembre.

Solidarité avec le Zimbabwe

Le 25 octobre, les États membres de la SADC se tiendront à nouveau aux côtés du Zimbabwe pour contester l'imposition de sanctions économiques au pays.

"Le Région déclaré que le 25 octobre serait la date à laquelle les États membres de la SADC pourront exprimer collectivement leur désapprobation des sanctions par le biais de diverses activités et plateformes, en attendant que les sanctions soient levées."

Le président en exercice de la SADC, le président John Magufuli de la République-Unie de Tanzanie, a déclaré que les sanctions illégales "ont non seulement affecté le peuple du Zimbabwe et leur gouvernement, mais toute notre région".

Le Zimbabwe est aux prises avec des sanctions économiques et bancaires depuis 2002, lorsque les États-Unis et leurs alliés occidentaux ont imposé un embargo sur le pays en réponse à la manière dont le programme de réforme agraire a été mené et au rôle de premier plan joué par le Zimbabwe dans l'intervention de la SADC en République Démocratique du Congo en 1998 en appui au gouvernement congolais.

40^{ème} Sommet de la SADC

La région organisera son 40^{ème} sommet annuel de la SADC au Mozambique en août pour suivre et faire progresser la mise en œuvre de son programme d'intégration.

Lors du sommet, le président mozambicain Filipe Nyusi du Mozambique assumera la présidence tournante de la SADC de son homologue tanzanien, John Pombe Joseph Magufuli.

Le président Mokgweetsi Masisi du Botswana deviendra le président de l'organe de coopération en matière de politique, de défense et de sécurité reprenant les rennes du président Emmerson Mnangagwa du Zimbabwe.

L'organe de la SADC est chargé de promouvoir la paix et la sécurité dans la région de la SADC. Il a pour mandat de fournir aux États Membres des directives sur les questions qui menacent la paix, la sécurité et la stabilité dans la région. sardc.net □

Évaluation de la Stratégie régionale sur les femmes, la paix et la sécurité

LA SADC planifie d'entreprendre une évaluation des progrès accomplis et des défis rencontrés par les États membres dans la mise en œuvre de la stratégie régionale de la SADC sur les femmes, la paix et la sécurité.

La stratégie régionale de la SADC sur les femmes, la paix et la sécurité (2018-2022) fournit un cadre global pour guider la mise en œuvre, le suivi, l'évaluation et les rapports sur l'intégration du genre dans la paix et la sécurité dans la région.

Elle appelle également à l'opérationnalisation et à la mise en œuvre de la résolution 1325 du Conseil de sécurité des Nations Unies (RCSNU) ainsi que du protocole révisé de la SADC sur le genre et le développement pour relever les défis spécifiques rencontrés par les femmes et les enfants, en particulier en participant aux processus de paix et de sécurité.

La participation active des femmes et des hommes aux processus de paix et de sécurité, ainsi que la prévention de la violence sexuelle et sexiste et la protection des femmes dans les situations de conflit et d'après conflit sont essentielles pour promouvoir le développement durable.

Selon le Secrétariat de la SADC, l'évaluation de la

stratégie sur les femmes, la paix et la sécurité devrait commencer en février et s'achever vers avril.

Voici certains des résultats attendus de l'évaluation:

- Évaluation des progrès de la mise en œuvre par les États membres de la SADC de la résolution 1325 du Conseil de sécurité aux niveaux régional et national;

- Identification des défis spécifiques rencontrés par les femmes et les enfants et des mesures pour résoudre les problèmes afin de garantir que les femmes participent pleinement aux prises de décisions de paix et de sécurité; et
- Élaboration d'une stratégie avec des recommandations sur la façon de traiter les

problèmes et les défis dans la mise en œuvre par les États membres de la SADC de la résolution 1325. La stratégie devrait également fournir des détails sur les progrès, la représentation et l'intégration d'une perspective sexospécifique dans les États membres de la SADC. □

La SADC élabore des stratégies avec des Partenaires Internationaux de Coopération

La SADC ET ses partenaires internationaux de coopération (PIC) ont tenu un dialogue pour discuter des questions de politiques et techniques visant à renforcer la coopération entre les deux parties.

Organisé chaque année, le dialogue SADC-PIC se tient dans l'esprit de la Déclaration de Windhoek sur un nouveau partenariat entre les PIC et la SADC, qui a été adoptée à Windhoek, Namibie, en avril 2006, ainsi que la Déclaration de partenariat SADC-PIC, adoptée à Gaborone, au Botswana, en février 2014.

Prenant la parole lors du dialogue de 2019 qui s'est tenu en décembre à Gaborone, la directrice par intérim du ministère des Affaires étrangères et de la Coopération est-africaine

de la République-Unie de Tanzanie, Agnès Kayola, a déclaré que l'engagement fournissait une plate-forme unique pour s'engager avec les PIC en tant que partenaires de développement égaux.

Elle a déclaré que les PIC devraient aligner leur soutien sur les secteurs prioritaires et les questions telles que la mise en œuvre du Plan régional indicatif de développement stratégique révisé et de la stratégie et de la feuille de route pour l'industrialisation de la SADC.

Les PIC ont exprimé leur engagement à soutenir l'intégration et la coopération régionales, ainsi qu'à aligner leur soutien sur les priorités de la SADC.

Lors de la réunion de dialogue, sept groupes thématiques ont présenté l'état de la mise en œuvre des diverses priorités de la SADC, y compris les réalisations et les défis rencontrés. Les sept groupes thématiques sont:

- ❖ Commerce, Industrie, Finance et Investissement
- ❖ Paix et sécurité
- ❖ Énergie
- ❖ Technologies de l'information et des communications
- ❖ Groupe de référence sur la stratégie de l'eau
- ❖ Équité en matière de santé et développement inclusif
- ❖ Agriculture et Sécurité Alimentaire.

Le dialogue a également vu la création d'un nouveau groupe thématique, axé sur le changement climatique et la gestion des risques de catastrophe.

Cela est dû aux effets dévastateurs du changement climatique et à la nécessité d'accélérer les interventions visant à assurer la durabilité de l'environnement.

Les opérations du groupe thématique refléteront les liens avec d'autres secteurs, car les questions de changement climatique sont de nature transversale.

Les groupes thématiques représentent le niveau technique et programmatique du dialogue de partenariat entre la SADC et les PIC et sont dérivés des domaines prioritaires identifiés par la SADC, qui sont coordonnés pour correspondre aux différents domaines thématiques d'intérêt du PIC. Chaque groupe thématique est présidé par un directeur / chef d'unité du secrétariat de la SADC et coprésidé par un représentant principal des PIC pour le groupe.

Les groupes thématiques se réunissent au moins deux fois par an à Gaborone. Cependant, des réunions peuvent être convoquées plus fréquemment selon les besoins, selon les besoins ou les problèmes à traiter. □

LA RÉOLUTION 1325 du Conseil de sécurité des Nations Unies (RCSNU 1325) réaffirme le rôle important des femmes dans la prévention et le règlement des conflits, les négociations de paix, la consolidation de la paix, le maintien de la paix, la réponse humanitaire et la reconstruction après conflits.

Elle souligne l'importance de la participation égale et de la pleine participation des femmes à tous les efforts pour le maintien et la promotion de la paix et de la sécurité.

Le Protocole révisé de la SADC sur le genre et le développement fournit la base pour l'autonomisation des femmes, l'élimination de la discrimination et la réalisation de l'égalité et de l'équité entre les sexes par la promulgation d'une législation tenant compte de l'égalité des sexes et la mise en œuvre de politiques, programmes et projets. □



8780 MW de nouvelle énergie en 2020

LA SADC vise à mettre en service près de 8 800 mégawatts d'électricité en 2020 pour garantir que l'approvisionnement énergétique de la région répond à la demande.

Selon le Southern African Power Pool (SAPP), qui coordonne la planification, la production, le transport et la commercialisation de l'électricité en Afrique australe pour le compte des services publics des États membres, la majeure partie de la nouvelle électricité proviendra de l'Afrique du Sud et de la Zambie.

L'Afrique du Sud devrait fournir environ 6 700 MW tandis que la Zambie ajoutera 970 MW au réseau régional

Le Zimbabwe et la République démocratique du Congo devraient fournir respectivement 600 MW et 360 MW.

La mise en service de l'électricité en 2020 fait partie d'un plan plus vaste de la SADC, via le SAPP, pour ajouter un total de 25 927 MW entre 2020 et 2023.

Un total de 6181 MW sera mis en service en 2021, 8 932 MW en 2022 et 2 033 en 2023.

Le tableau ci-dessous montre la capacité de production engagée, y compris la quantité que chaque membre SAPP peut apporter. □

Capacité de production engagée 2020 à 2023

Pays	Projets de production engagés, MW				Total (MW)	% des Parts
	2020	2021	2022	2023		
Angola	34	67	0	0	101	0.4%
Botswana	10	0	500	0	510	2%
RDC	360	0	0	0	360	1%
Eswatini	10	0	0	0	10	0.04
Lesotho	0	20	0	0	20	0.1%
Malawi	60	278	0	258	596	2%
Mozambique	30	0	550	0	580	2%
Namibie	40	44	180	0	264	1%
Afrique du Sud	6 667	4 837	4 920	600	17 024	66%
Tanzanie	0	235	2 530	1 012	3 777	15%
Zambie	970	100	252	163	1 485	6%
Zimbabwe	600	600	0	0	1 200	5%
TOTAL (MW)	8 781	6 181	8 932	2 033	25 927	100%
Démantèlement		75	1 870	2 280	4 225	

Source : Présentation au Groupe Thématique Énergétique de SAPP la SADC en Octobre 2019

Les Seychelles vont construire une centrale solaire flottante

SEYCHELLES construit le premier système solaire photovoltaïque flottant à échelle industrielle en Afrique.

La Commission de l'énergie des Seychelles a annoncé début janvier que des accords pour la construction du premier système solaire photovoltaïque flottant à échelle industrielle

devraient être signés au premier trimestre de cette année.

Cela fait suite à l'octroi de la licence de construction de la centrale solaire à une entreprise locale, Quadran Seychelles Ltd.

Une fois les accords d'achat d'électricité et de soutien gouvernemental signés, la

construction de la centrale électrique de quatre mégawatts dans la lagune de Providence à Mahé, l'île principale, commencera.

La centrale devrait fournir une électricité abordable et propre au réseau national.

Les soumissionnaires ont soumis des propositions





financières avec une offre pour le tarif en dollars américains par kilowattheure à laquelle ils fourniraient de l'électricité à la Public Utilities Corporation (PUC) dans le cadre d'un contrat d'achat d'électricité de 25 ans.

Quadran a été le meilleur soumissionnaire pour le projet à 9,5 cents le kilowattheure, ce qui représente une économie financière importante par rapport au coût actuel de production d'électricité aux Seychelles, un archipel de l'océan Indien au large de la côte est de l'Afrique.

Le directeur général de la Seychelles Energy Commission, Tony Imaduwa, a déclaré que le projet devrait contribuer environ 5,8 gigawattheures par an, ajoutant que la nouvelle initiative fera du chemin vers la réduction de l'importation de combustibles fossiles, permettant au pays de faire des économies sur la monnaie étrangère.

Il a déclaré que « le PV marin flottant recèle un immense potentiel pour les îles et les autres pays pauvres en terres, qui peuvent avoir un excellent potentiel solaire mais manquent de terres disponibles pour le PV solaire traditionnel au sol ».

Le PV solaire flottant a été déployé à grande échelle sur des marchés tels que l'Asie et l'Europe, mais ces installations ont été installées sur des sites d'eau douce tels que des lacs et des réservoirs. Aucun PV solaire flottant n'a encore été mis en œuvre dans un environnement d'eau de mer à l'échelle des services publics.

Ce projet innovant représente une avancée importante pour la technologie, car la centrale électrique sera située dans un environnement d'eau salée et conçue pour faire face à des défis tels que la salinité, les fluctuations des marées et les courants d'eau.

« Nous sommes ravis de diriger un projet aussi innovant et sommes convaincus qu'il s'agit du premier parmi tant d'autres à venir », a déclaré Imaduwa. *Seychelles News Agency* □



La RDC et la Zambie développent la centrale de Luapula

DES PROGRÈS significatifs ont été réalisés par la République démocratique du Congo et la Zambie pour développer une centrale hydroélectrique sur la rivière Luapula.

Le directeur du Centre de coordination du Pool énergétique de l'Afrique australe (SAPP), Stephen Dihwa, a déclaré que les deux pays mènent une étude de préfaisabilité qui déterminera la prochaine phase du projet.

Le SAPP coordonne la planification, la production, le transport et la commercialisation de l'électricité en Afrique australe pour

le compte des services publics des États membres, et le centre coordonne ainsi le développement du projet de centrale électrique de Luapula.

Dihwa a déclaré qu'après l'achèvement de l'étude de préfaisabilité, une évaluation sera faite concernant la construction de la centrale électrique.

"Nous voulons arriver à un point où une décision doit être prise, si la centrale hydroélectrique de Luapula est un projet à poursuivre ou non", a-t-il dit, ajoutant que "nous sommes à ce stade où nous voulons comprendre les possibilités de ce projet, car des

projets comme ceux-ci pourraient bien paraître en surface, mais il y a des fissures à l'intérieur."

La centrale de Luapula devrait produire environ 1000 mégawatts d'électricité et sa construction comprend une centrale électrique, des salles de contrôle, une sous-station, un barrage et des routes d'accès, ainsi que l'installation de transformateurs, de pompes et de turbines et la pose de lignes de transmission. □

La révision du protocole énergétique sera finalisée cette année

L'UNE DES priorités pour l'Afrique australe cette année est la finalisation de la révision du Protocole de la SADC sur l'énergie.

Adopté en 1996, le protocole est désormais obsolète car il ne rend pas compte de certaines des dynamiques changeantes du secteur de l'énergie aux niveaux régional, continental et mondial, telles que le recours accru aux sources et technologies d'énergie renouvelable ainsi que l'impact du changement climatique.

Un autre défi du protocole existant est que ses dispositions ne sont pas juridiquement contraignantes, ce qui rend difficile son application et sa mise en œuvre.

Le protocole révisé de la SADC sur l'énergie devrait avoir des objectifs clairs, pratiques et plus faciles à gérer pour permettre à la région de renforcer sa sécurité énergétique et de s'assurer que l'approvisionnement en électricité répond à la demande.

Une fois approuvé par les ministres de l'Énergie de la SADC et les ministres responsables de la justice, l'instrument sera déposé devant le Conseil des ministres de la SADC avant qu'il ne soit porté au 40e sommet des chefs d'État et de gouvernement de la SADC prévu en août à Maputo, au Mozambique, pour approbation finale.

La centrale solaire de Kunene est désormais opérationnelle

LA NAMIBIE a terminé la construction d'une centrale solaire de 150 kilowatts dans la région de Kunene. Prenant la parole lors de la remise officielle de la centrale en janvier, le ministre de l'Environnement, Pohamba Shifeta, a déclaré que la nouvelle centrale traitera facilement de la situation énergétique du pays et augmentera l'utilisation des sources d'énergie renouvelables. Les émissions des combustibles fossiles ont accru le réchauffement climatique et causé des dommages à l'environnement.

Les sources d'énergie renouvelables telles que l'énergie solaire sont abordables, sûres et fiables mais aussi moins polluantes pour l'environnement que les énergies fossiles. □



Dialogue politique de haut niveau de l'UNECA

« La réforme agraire transformera la SADC »

LA RÉFORME agraire et l'administration en Afrique australe sont essentielles à la transformation économique et au développement durable.

C'est le message qui est ressorti d'un dialogue politique de haut niveau sur la réforme des politiques foncières et la transformation économique et sociale en Afrique australe qui s'est tenu début janvier à Gaborone, au Botswana, organisé par la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique (UNECA).

Le dialogue a noté que l'accès à la terre était limité dans la plupart des États membres de la SADC malgré le fait que les bénéficiaires pouvaient en retirer des avantages économiques grâce à une utilisation efficace des terres.

Des inquiétudes ont également été exprimées quant à la correction des déséquilibres coloniaux en matière de propriété foncière et à la vente de terres en Afrique australe à des investisseurs étrangers.

À cet égard, il a été proposé d'accorder aux étrangers des baux à court terme, tandis que les habitants devraient bénéficier d'un traitement préférentiel pour accéder à la terre et en être propriétaire.

Un autre problème discuté était le manque d'accès et de droits à la terre pour les femmes, les jeunes, les personnes âgées et les personnes handicapées.

Le ministre botswanais de la gestion des terres, des services d'eau et d'assainissement, Kefentse Mzwini, a déclaré que la région bénéficierait de la réaffectation des terres grâce à une croissance et un développement socio-économiques accélérés.

"Le Botswana considère la réforme agraire comme un élément clé et stratégique de notre transformation socio-économique globale alors que nous continuons à accélérer la diversification économique", a-t-il déclaré, ajoutant que la réforme agraire a le potentiel de diversifier l'économie, de contribuer à l'autonomisation

économique et d'augmenter les opportunités d'emploi.

« La réalisation des ODD des Nations Unies, en particulier l'objectif numéro un de l'éradication de la pauvreté et de l'Agenda 2063, dépend dans une large mesure de la réforme agraire et de l'utilisation des terres comme atout économique. Le défi est de savoir comment utiliser la réforme agraire pour créer le développement. »

Le directeur de l'UNECA pour l'Afrique australe, le professeur Said Adejumbi, a reconnu que la réforme agraire était le discours de politique publique contemporain

le plus important de la région.

« C'est assez émotif, controversé, source de division et de tension. Compte tenu de l'histoire du colonialisme des colons, de la dépossession des terres et de la brutalité qui a accompagné le processus, il continue d'évoquer la douleur et des conséquences désastreuses pour la majorité », a-t-il déclaré.

« La terre en Afrique n'est pas seulement une ressource économique, mais a également une signification sociale et spirituelle. Les paysans sans terre en Afrique sont généralement considérés comme impuissants, en

particulier dans de nombreuses communautés rurales. La nature agraire des sociétés africaines place la terre au cœur des moyens de subsistance, de la pertinence sociale et de l'existence humaine. »

Le Dialogue politique de haut niveau organisé par l'UNECA a réuni un large éventail de parties prenantes, notamment les ministères gouvernementaux responsables des terres et de l'agriculture, des universités et de la recherche. Il visait à fournir une plateforme permettant aux parties prenantes de partager leurs expériences sur la réforme agraire et le développement. □

La question foncière dans la SADC

LA TERRE en Afrique australe est une source de subsistance de base pour la majorité qui dépend principalement de la production agricole pour gagner sa vie.

Le secteur agricole contribue entre 4 et 27 pour cent du produit intérieur brut régional et environ 13 pour cent des recettes d'exportation totales.

Bien qu'il existe des différences dans la nature du régime et de l'utilisation des terres et dans la manière dont le problème est traité à travers l'Afrique australe, il existe encore des similitudes critiques dans les questions socio-politiques et économiques fondamentales qui alimentent les conflits persistants, résultant d'une répartition inégale des terres et de systèmes de maintien de terres discriminatoires.

En Tanzanie, en Zambie et au Mozambique par exemple, les terres agricoles appartiennent à l'État et peuvent être louées pour des périodes variables à des fins agricoles ou commerciales.

Le Zimbabwe a repris ses terres en tant que terres domaniales en 2000 après que la population rurale qui avait été entassée dans des zones communales sur des terres non fertiles, est devenue impatiente

après deux décennies de guerre et deux décennies supplémentaires de négociations infructueuses basées sur un « vendeur / acheteur consentant ». Cette action a conduit les États-Unis, le Royaume-Uni et l'Europe à imposer un embargo sur le pays, qui a été officiellement condamné par les dirigeants de la SADC lors de leur sommet annuel en 2019.

« Le sommet a noté l'impact négatif sur l'économie du Zimbabwe et de la région dans son ensemble, des sanctions économiques prolongées imposées au Zimbabwe, et a exprimé sa solidarité avec le Zimbabwe, et a appelé à la levée immédiate des sanctions pour faciliter la reprise socio-économique du pays. »

La Namibie, qui fait face à des défis similaires en matière de redistribution des terres, a tenu sa deuxième conférence foncière nationale en 2018 pour aborder la réforme agraire et le programme de réinstallation, ainsi que la livraison de terrains et de logements urbains.

Le Livre blanc de l'Afrique du Sud sur la réforme agraire contient trois éléments principaux: la restitution, la redistribution et la réforme foncière.

Un rapport de la Banque mondiale en 2018 soutenait fermement une réforme agraire globale en Afrique du Sud comme seul moyen de réduire la pauvreté et les disparités de revenus et de promouvoir la cohésion sociale.

"L'Afrique du Sud a parcouru un long chemin depuis l'avènement de la démocratie, mais sa transition reste incomplète", selon le rapport de la Banque mondiale, car "la distribution très biaisée des terres et des actifs productifs est une source d'inégalités et de fragilité sociale, alimentant la contestation sur les ressources."

Le rapport est intitulé Une transition incomplète - surmonter l'héritage de l'exclusion en Afrique du Sud.

La question foncière de la SADC appelle donc la région à se rassembler et à trouver une solution commune pour relever ces défis.

En outre, il est important que les États membres de la SADC veillent à ce que la vague actuelle d'initiatives de réforme agraire, qui coïncident souvent avec des réformes politiques et économiques, aide à établir les changements nécessaires dans les droits fonciers ainsi que dans les cadres juridiques et institutionnels. □



Pleins feux sur la deuxième phase du programme d'infrastructures régionales

par Kumbirai Nhongo

LE DÉVELOPPEMENT des infrastructures demeure une priorité clé, la SADC marquant 40 ans de coopération.

Les États membres reconnaissent que l'infrastructure qui existait en 1980 lors de la création de la Conférence de coordination du développement de l'Afrique australe (SADCC), ne peut plus soutenir les aspirations de développement d'une SADC moderne.

C'est pour cette raison qu'en 2012, le Plan directeur de développement des

infrastructures régionales (RIDMP) a été adopté pour moderniser et étendre les infrastructures de l'Afrique australe afin de créer une base solide pour la croissance économique et le développement.

Le RIDMP, qui est mis en œuvre en trois phases, identifie un certain nombre de projets prioritaires au sein de six groupes sectoriels - transports, énergie, eau, technologies de l'information et de la communication, météorologie et tourisme.

La première phase du RIDMP ayant expiré en 2018, l'attention s'est déplacée vers la mise en

œuvre de la deuxième phase, le Plan d'action à court terme (STAP) II.

Dans la mise en œuvre de STAP II, la SADC tire les leçons des expériences acquises dans la première phase du RIDMP, afin d'améliorer le programme global à l'avenir.

L'un des outils que la SADC utilise pour éclairer la deuxième phase est une étude de 2019 par le Centre de recherche et de documentation de l'Afrique australe (SARDC), examinant la première phase du RIDMP.

Les résultats de l'étude montrent que seulement 5% des

projets de la phase 1 avaient été achevés en août 2019.

L'étude identifie les défis et formule une série de recommandations destinées à consolider le cadre de mise en œuvre du RIDMP.

Un défi majeur souligné dans l'étude est le financement insuffisant pour les projets régionaux, avec 70 pour cent des propriétaires de projets soulignant comment ils n'ont pas été en mesure d'obtenir les ressources financières requises pour leurs projets respectifs.

Cette constatation est liée au fait que les gouvernements nationaux de la SADC sont confrontés à une pénurie de compétences et de capacités en termes de préparation et de mise en œuvre de projets.

Pour atténuer ces défis, le Secrétariat s'est associé à la Banque africaine de développement (BAD) pour renforcer la capacité des États membres à préparer des projets afin d'améliorer les efforts de mobilisation des ressources pour les projets d'infrastructures régionales.

L'un des principaux résultats du partenariat avec la BAD a été l'élaboration d'une liste prioritaire de 62 projets régionaux jugés prêts à être financés dans le cadre du STAP II.

Des exemples de ces projets prioritaires comprennent le projet de transport d'électricité Zambie-Tanzanie-Kenya et le projet de phase II des Highlands du Lesotho.

En outre, la SADC explore les synergies qui existent à travers le Programme de développement des infrastructures en Afrique, une stratégie de développement des infrastructures mise en œuvre au niveau de l'Union africaine.

L'une de ces voies est le Forum africain sur l'investissement, une plate-forme annuelle convoquée par la BAD pour relier les propriétaires de projets à des bailleurs de fonds potentiels. □

La SADC cible un programme spatial

LES ÉTATS membres de la SADC ont commencé à mettre en œuvre le Cadre pour le programme satellite partagé de la SADC, dont le but est d'améliorer la communication intra régionale et de renforcer la participation de la région dans l'industrie spatiale.

Cela fait suite au lancement du programme de partage de satellites lors de l'atelier de formation sur les applications des satellites de l'Union internationale des télécommunications (UIT) qui s'est tenu à Luanda (Angola) en janvier.

Lors de l'événement, le ministre angolais des télécommunications et des technologies de l'information, José Carvalho da Rocha, a souligné que la mise en œuvre du cadre satellitaire partagé était vitale pour le développement régional durable.

Il a rappelé que le partage des technologies entre les États membres contribuerait à réduire le coût des télécommunications et permettrait aux citoyens d'accéder à des services de qualité à des tarifs abordables.

L'atelier a attiré la participation des États membres de la SADC, des organisations subsidiaires de la SADC, des

organismes de réglementation et des opérateurs de réseaux mobiles parmi d'autres parties prenantes.

Les participants ont été formés sur divers aspects tels que les questions de gouvernance, les modèles de partage des coûts et les modalités de partage du satellite et du réseau.

George Ah-Thew, coordonnateur principal de la SADC pour la science, la technologie et l'information, a déclaré que dans le cadre du processus de mise en œuvre, les États membres de la SADC étaient en train d'élaborer des politiques nationales pour soutenir et domestiquer le cadre de partage de satellites.

Le cadre de partage de satellites a été approuvé par les ministres des TIC et de l'information de la SADC lors de leur réunion sectorielle tenue à Dar es Salaam, en République-Unie de Tanzanie en septembre 2019.

Un comité d'experts satellites de la SADC a été créé en mars 2018 pour renforcer la coordination, comprenant l'Angola, le Botswana, Eswatini, le Malawi, la Namibie et l'Afrique du Sud.

L'Angola et l'Afrique du Sud sont à la pointe de l'innovation dans les technologies satellitaires

et spatiales dans la région, les États membres étant instamment priés de collaborer avec ces deux pays lors du renforcement de leurs capacités satellitaires respectives.

En décembre 2017, l'Angola a réussi à lancer son premier satellite (ANGOSAT-1) en orbite, mais a été contraint de mettre fin au projet après trois mois lorsque le satellite a été perdu dans l'espace.

Un remplaçant, ANGOSAT-2, est en cours de construction, le pays visant à lancer ce satellite d'ici 2022.

En reconnaissance de ses progrès dans le domaine des technologies spatiales, l'Angola préside désormais le Comité d'experts des satellites de la SADC et représente la région à l'UIT sur les questions relatives aux satellites et aux fréquences.

De même, l'Afrique du Sud a une politique et un cadre réglementaire bien développés en matière d'espace, comprenant une politique spatiale nationale et une stratégie spatiale nationale.

Le pays est en train d'établir des programmes de renforcement des capacités en sciences spatiales, génie spatial et applications spatiales dans diverses universités. □



Essentiel pour la survie humaine

PERSPECTIVES DES ZONES HUMIDES

Une action urgente est nécessaire pour sauver les zones humides



par Eglène Tauya

L'AFRIQUE AUSTRALE fait face à une perte et une dégradation des zones humides à un rythme qui augmente rapidement, un développement qui appelle une action urgente car cette perte a un impact sur le bien-être humain.

Les zones humides sont les écosystèmes les plus précieux sur le plan économique, mais disparaissent trois fois plus rapidement que les forêts.

Il s'agit de la principale conclusion des premières Perspectives mondiales des zones humides publiées par le Secrétariat de la Convention de Ramsar, un traité mondial visant à protéger les zones humides et à promouvoir leur utilisation rationnelle.

Selon la Convention de Ramsar, « les zones humides sont des zones de marais, de marécage, de tourbières ou d'eau, qu'elles soient naturelles ou artificielles, permanentes ou temporaires, avec de l'eau statique ou coulante, fraîche, saumâtre ou salée, y compris des zones d'eau marine, la profondeur dont à marée basse ne dépasse pas six mètres. »

Le rapport bien documenté intitulé World Wetlands Outlook publié en 2018 a révélé qu'environ 35% des zones humides du monde ont été perdues entre 1970 et 2015,

et le taux de perte s'accélère chaque année depuis 2000.

Faisant écho au même défi, l'évaluation nationale de la biodiversité de 2019 en Afrique du Sud a révélé que plus de 65% des zones humides et des systèmes fluviaux du pays ont été endommagés et près de la moitié ont été perdus.

De même, 82 pour cent des zones humides au Zimbabwe ont été dégradées et 21 pour cent sont stables, selon le rapport national sur l'état de l'environnement de 2017. Le Monavale Vlei, par exemple, est menacé par le développement des infrastructures, le déversement de déchets, les incendies, l'agriculture illégale et les plantes exotiques.

Les perspectives mondiales ont averti qu'à ce rythme, les zones humides disparaîtront d'ici 2040 - en particulier dans les zones urbaines si des mesures correctives ne sont pas prises pour protéger cette partie cruciale de l'écosystème.

Les pertes ont été provoquées par des tendances majeures telles que le changement climatique, l'augmentation de la population et l'urbanisation, en particulier des zones côtières et des deltas fluviaux, et l'évolution des modes de consommation qui ont accentué les changements dans l'utilisation

des terres et de l'eau et dans l'agriculture.

Pour le lac Chilwa au Malawi, le séchage et le remplissage périodiques sont de nature cyclique. Cependant, l'exploitation croissante et non durable des ressources, la variabilité climatique et la pression démographique croissante menacent les zones humides.

Le Zambezi Environment Outlook 2015 a signalé que la production de charbon de bois ainsi que l'agriculture sur brûlis en Zambie ont conduit à la détérioration de l'écosystème des marais de Lukanga, entraînant l'érosion des sols et la perte de la qualité de l'eau.

Le World Wetlands Outlook est un signal d'alarme sur le taux de perte des zones humides et les services essentiels qu'elles fournissent.

Les zones humides jouent un rôle irremplaçable dans la régulation du climat mondial. La capacité d'absorber le dioxyde de carbone, de ralentir le réchauffement climatique et de réduire la pollution a conduit les zones humides à être appelées les « reins de la Terre ».

Les écosystèmes de zones humides sains tels que les mangroves et les tourbières absorbent jusqu'à un tiers des

émissions de dioxyde de carbone. Les scientifiques ont conclu que la restauration des zones humides peut offrir 14% du potentiel d'atténuation nécessaire pour limiter le réchauffement climatique à 2 ° C.

Les zones humides sont essentielles à l'approvisionnement en eau douce. Ils agissent comme des éponges en absorbant l'eau pendant la saison des pluies et en la libérant lentement dans les ruisseaux, les rivières et les forages pendant la saison sèche.

Les zones humides contribuent à réduire les risques de catastrophe, car elles atténuent les inondations et protègent les côtes.

En plus, les zones humides servent d'ouvrages naturels de traitement des eaux usées, absorbant les produits chimiques, filtrant les polluants et les sédiments, décomposant les solides en suspension et neutralisant les bactéries nocives.

Les experts environnementaux conviennent que sans zones humides, les villes devront injecter plus de ressources dans le traitement de l'eau pour fournir de l'eau propre.

Les zones humides, protègent la diversité des écosystèmes et



sauvegardent le bien-être humain. Environ 40 pour cent de toutes les espèces vivent ou se reproduisent dans les zones humides.

Le tout premier rapport sur l'État de l'environnement en Afrique australe, publié il y a 25 ans en 1994, déclare que les zones humides fournissent un habitat temporaire aux espèces migratrices, y compris les oiseaux qui volent sur de longues distances entre l'hémisphère sud et l'hémisphère nord, et sont un refuge pour certaines espèces sauvages pendant les sécheresses.

Les marais de Bangweulu, dans le nord-est de la Zambie, sont parfois des terres inondées qui abritent plus de vie que les terres qui les entourent.

Les plaines inondables telles que Malagarasi et Kilombero en Tanzanie, les plateaux de Barotse et Kafue en Zambie ou Marromeu au Mozambique permettent la reproduction du poisson ainsi que l'habitat faunique, le pâturage et l'agriculture spécialisée.

Certaines des zones humides en Afrique australe comprennent le Pan d'Etosha en Namibie et les Pans Makgadikgadi au Botswana où les communautés pratiquent une agriculture de récession des inondations connue sous le nom d'agriculture molapo. Cela a aidé les communautés à trouver des moyens de subsistance même en période de sécheresse.

Le Delta de l'Okavango au Botswana est menacé par la pression du développement. Le delta abrite des peuples autochtones et certaines des espèces de grands mammifères les plus menacées au monde, comme le guépard, le rhinocéros blanc, le rhinocéros noir, le chien sauvage d'Afrique et le lion.

En 2019, l'Angola, le Botswana et la Namibie ont convenu d'une feuille de route pour explorer

l'extension des limites du site du patrimoine mondial du delta de l'Okavango afin de protéger le bassin fluvial et le système de zones humides unique.

Au cœur de la restauration des zones humides se trouve la nécessité de reconnaître le rôle des communautés autochtones qui ont longtemps été les gardiens des écosystèmes. Il est essentiel de garantir leurs droits et de s'appuyer sur leurs connaissances pour réussir la restauration et protéger une grande partie de la biodiversité de la région.

Afin de conserver les zones humides, les agriculteurs locaux des zones humides de Simlemba au Malawi, dont la majorité sont des femmes, ont développé des stratégies durables qui permettent à la communauté d'utiliser les

dambos et les vleis environnants sans détruire l'écosystème productif.

Au Zimbabwe, suite à la pression croissante et au conflit dans la manière dont les zones humides sont gérées, le gouvernement est en train de formuler des directives de gestion des zones humides. Celles-ci devraient être prêtes à être utilisées au cours du premier trimestre de 2020 pour fournir une feuille de route et une trousse d'outils sur la protection des zones humides.

Au niveau régional, les États membres de la SADC ont élaboré diverses stratégies, notamment des politiques et législations régionales pour protéger et gérer les zones humides afin d'assurer un développement durable.

Le Protocole de la SADC sur la gestion environnementale pour le développement durable ainsi que la stratégie de la SADC sur le changement climatique parlent fortement de la nécessité de conserver les écosystèmes des zones humides.

Au niveau international, la plupart des pays de la SADC sont parties à la Convention de Ramsar signée le 2 février 1971.

Afin de faire prendre conscience de l'importance du rôle des zones humides dans le développement durable, la communauté mondiale a réservé le 2 février de chaque année à la Journée mondiale des zones humides. Le thème de la célébration de cette année est « Les zones humides pour la biodiversité ». □

Action régionale pour assurer la sécurité alimentaire

IL EST nécessaire d'une action régionale multi-acteurs pour améliorer la sécurité alimentaire et nutritionnelle et renforcer la résilience dans la région de la SADC.

Cela a été dit par le directeur régional du Programme alimentaire mondial (PAM) des Nations Unies pour l'Afrique australe, Lola Castro et la Secrétaire Exécutive de la SADC, Dr Stergomena Lawrence Tax, lorsque les deux se sont rencontrés à Gaborone au Botswana le 24 janvier pour discuter de la coopération mutuelle.

Les deux ont noté la nécessité pour la SADC d'assurer des réseaux régionaux de transport routier et de transit transfrontaliers efficaces, des services, des systèmes et des procédures de transport et de logistique qui faciliteraient le

mouvement des vivres et autres fournitures de secours pour atteindre les personnes dans le besoin en temps opportun.

En outre, la réunion a souligné que les catastrophes naturelles, telles que les inondations et les sécheresses, menacent la capacité de la région de la SADC à mettre fin à l'insécurité alimentaire et à la malnutrition conformément aux objectifs de développement durable des Nations Unies. En tant que tel, il est essentiel que les États membres de la SADC renforcent la préparation aux catastrophes.

Le PAM et la SADC se sont également engagés à mettre en œuvre le mémorandum d'accord signé en 2019, qui vise à promouvoir et à renforcer la



Lola Castro et Dr Stergomena Lawrence Tax ont appelé à une action multipartite pour améliorer l'alimentation et la sécurité nutritionnelle dans la région.

coopération bilatérale pour améliorer la sécurité alimentaire et nutritionnelle dans la région.

Les deux organisations ont convenu de mettre en place une équipe technique conjointe pour élaborer un plan d'action afin d'opérationnaliser le protocole d'accord et d'élaborer un plan d'action anticipatif régional multisectoriel immédiat pour la préparation et la réponse efficace aux catastrophes liées au climat. □

Le président de l'UA appelle à agir sur les priorités continentales

par Joseph Ngwawi

LE LANCEMENT d'un marché continental intégré, le développement des infrastructures, la promotion de la femme et des jeunes et la pression pour la paix et la stabilité politique seront parmi les principales questions à défendre par l'Afrique du Sud pendant son mandat à la présidence de l'Union africaine.

Dans son discours d'acceptation après avoir assumé la présidence tournante de l'UA lors de la 33^{ème} session de l'Assemblée des chefs d'État et de gouvernement de l'UA à Addis-Abeba, en Éthiopie en février, le président Cyril Ramaphosa a déclaré que l'Afrique du Sud donnerait la priorité à l'opérationnalisation de certaines des aspirations contenues dans l'Agenda 2063.

L'Agenda 2063 est un cadre stratégique continental adopté par l'Union africaine (UA) en 2013 pour optimiser l'utilisation des ressources du continent au profit de tous les Africains.

"En tant que président entrant de l'UA, nous nous sommes fixés des priorités clés pour améliorer les progrès déjà en cours pendant la Décennie d'action africaine", a déclaré Ramaphosa.

Il s'est engagé à œuvrer pour « approfondir l'unité de notre continent et faire progresser la croissance économique inclusive et le développement durable ».

Il a déclaré que l'Afrique du Sud ferait pression pour une action collective afin de garantir l'unité politique et économique, la bonne gouvernance et la paix afin de soutenir les programmes continentaux tels que l'industrialisation, le développement économique et la promotion du commerce et des investissements.

« Dans la poursuite de cette priorité, nous accueillerons le 13^{ème} Sommet extraordinaire

sur la ZLECAf qui se tiendra parallèlement au Sommet extraordinaire sur le silence des armes à feu en mai 2020.

Il a déclaré qu'en travaillant en étroite collaboration avec le président Mahamadou Issoufou du Niger, qui est le champion de l'UA sur la zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf), des efforts seraient faits pour assurer « la finalisation des questions en suspens autour de l'accord ».

"Nous devons tous veiller à ce que la ZLECAf ne devienne pas un conduit pour que des produits à valeur ajoutée africaine minimale entrent et pénètrent sur nos marchés locaux sous le couvert de l'intégration continentale", a-t-il déclaré.

La ZLECAf a été lancée en juillet 2019 et devrait devenir opérationnelle en juillet 2020, avec un secrétariat basé dans la capitale ghanéenne Accra.

Une fois pleinement opérationnelle, la ZLECAf devrait faire passer le commerce intra régional de 10% actuellement à environ 40%.

Ramaphosa, cependant, a reconnu que le succès de la ZLECAf dépendrait du développement des infrastructures, en particulier celles identifiées dans le cadre de l'Initiative présidentielle des champions des infrastructures (PCI).

« Nous devons tous conduire la mise en œuvre de l'Initiative présidentielle des champions de l'infrastructure, afin que les projets prioritaires et à fort impact agissent comme catalyseurs de la ZLECAf », a déclaré Ramaphosa.

Le PCI est né d'une proposition en 2010 de l'ancien président sud-africain Jacob Zuma d'accélérer le développement des infrastructures régionales en défendant politiquement certains projets.

Le rôle des champions est d'apporter de la visibilité, de



débloquer les goulots d'étranglement, de coordonner la mobilisation des ressources et d'assurer la mise en œuvre du projet.

Ramaphosa a promis que l'Afrique du Sud utiliserait son mandat de président de l'UA pour promouvoir la paix et la stabilité sur le continent.

« Nous contribuerons à promouvoir la paix et la sécurité dans notre effort collectif pour faire taire les armes. »

Il a déclaré que l'Afrique du Sud travaillerait avec le Conseil de paix et de sécurité de l'UA et la Commission de l'UA pour "concentrer nos efforts sur la résolution des conflits à travers le continent africain, en particulier ceux qui connaissent des conflits prolongés".

Le sommet extraordinaire proposé sur la réduction au silence des armes à feu est prévu en Afrique du Sud en mai 2020 pour examiner la mise en œuvre de la feuille de route principale de l'UA, « et en même temps répondre aux nouvelles circonstances du paysage de la paix et de la sécurité en Afrique », a déclaré Ramaphosa.

« Le Sommet doit proposer de véritables mesures que nous, Africains, devons prendre pour mettre fin aux conflits et lutter contre les actes de terrorisme qui font rage dans de nombreux pays et régions comme le Sahel, la Corne de l'Afrique et se propagent désormais à d'autres parties de l'Afrique australe. »

Il a critiqué l'ingérence des pays occidentaux dans les pays africains tels que la Libye.

"Nous devons également faire face aux actions d'autres pays en dehors de notre continent qui mènent des

guerres par procuration et alimentent les conflits en cours", a-t-il déclaré, ajoutant que "le principe de la recherche de solutions africaines aux problèmes africains doit être notre thème de surenchère en abordant tous les conflits sur notre continent alors que nous travaillons dans le cadre de l'UA et de l'ONU. »

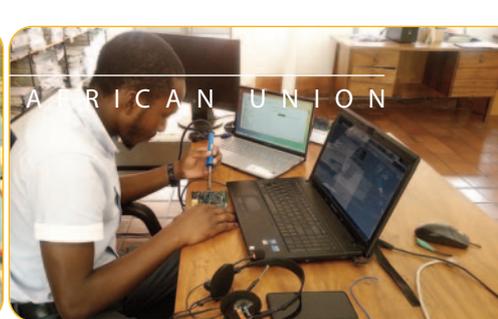
Entre autres, le président de l'UA s'est engagé à travailler avec le président Denis Sassou N'Gusso de la République du Congo pour convoquer cette année une conférence intra-libyenne pour promouvoir le cessez-le-feu et le dialogue.

N'Gusso est président du Comité de haut niveau de l'UA sur la Libye.

Au-delà de l'intégration commerciale et du développement des infrastructures, Ramaphosa a déclaré que l'Afrique du Sud, au cours de son mandat en tant que président de l'UA, inciterait à des initiatives pour soutenir la croissance verte sur le continent, "et à veiller à ce que le continent profite des opportunités offertes par la transition verte".

"Cela inclut de nouvelles industries dans l'énergie, l'ingénierie des matériaux, l'économie circulaire, l'agriculture durable et la production propre", a-t-il déclaré.

Il a appelé le continent à tirer parti du dividende des jeunes ainsi que du potentiel largement inexploité des femmes dans sa quête pour devenir un continent prospère et axé sur les personnes, basé sur une croissance inclusive et libérant le potentiel des jeunes et des femmes tel qu'il est adopté dans le cadre de l'Agenda 2063: L'Afrique que nous voulons. □



par Kumbirai Nhongo

UN PROGRAMME de champions politiques pour les projets d'infrastructures continentales commence à porter ses fruits au vu des indications selon lesquelles la mise en œuvre des projets prioritaires dans toute l'Afrique progresse.

Prenant la parole lors d'une réunion de la Presidential Infrastructure Championing Initiative (PICI) tenue en marge de la 33ème session de l'Assemblée de l'Union africaine (UA) en Éthiopie, le président de l'UA et le président sud-africain Cyril Ramaphosa ont déclaré que des progrès avaient été réalisés dans le déblocage de fonds pour un nombre de projets prioritaires, grâce aux efforts des champions présidentiels.

Il a cité quatre projets qui ont été présélectionnés pour accélération et mise en œuvre le long du corridor routier nord-sud / corridor ferroviaire, qui est soutenu par l'Afrique du Sud.

Ces projets sont le poste frontalier de Beitbridge, le projet hydroélectrique d'Inga III, le projet d'eau du Lesotho Highlands Phase II et la fabrication de matériel ferroviaire pour le marché africain.

« Nous sommes heureux d'annoncer que des progrès substantiels et très satisfaisants ont été réalisés dans les quatre projets », a déclaré Ramaphosa. Les évaluations de l'UA montrent que PICI a un impact, compte tenu des informations selon lesquelles le projet routier et ferroviaire du pont Kinshasa-Brazzaville a obtenu un financement à la suite du Forum africain sur l'investissement 2019

Le programme des champions de l'infrastructure de l'UA porte ses fruits

tenu en Afrique du Sud.

En outre, la Banque africaine de développement (BAD) a accepté de financer le projet d'autoroute Abidjan-Lagos, qui est soutenu par la Côte d'Ivoire.

Le PICI a été adopté par le 16ème sommet de l'UA en janvier 2011 pour accélérer le développement des infrastructures régionales grâce à un système de champions politiques nommés au niveau des chefs d'État et de gouvernement.

Le rôle des champions est d'apporter de la visibilité, de débloquent les goulots d'étranglement, de coordonner la mobilisation des ressources, d'assurer le leadership et d'assurer la mise en œuvre rapide du projet dans une période spécifiée.

Depuis sa création, PICI est passé de huit dirigeants africains en 2011 à 12.

Le Soudan a été officiellement dévoilé en tant que nouveau membre du PICI lors du 33ème sommet de l'UA qui vient de s'achever à Addis-Abeba, en Éthiopie, et est chargé de défendre le projet Sawakin-Port Soudan.

Ramaphosa a reconnu les défis de financement auxquels le continent est confronté en ce qui concerne les projets d'infrastructure.

Citant des statistiques de la BAD, le président de l'UA a déclaré que le continent avait besoin de 130 à 170 milliards de dollars par an pour des infrastructures telles que des barrages, des centrales électriques, des câbles à fibres optiques, des ports, des routes, des écoles, des logements sociaux et des cliniques.

Il a toutefois noté que l'Afrique «ne peut pas satisfaire la faim des infrastructures de notre continent avec nos ressources limitées » et a besoin

de l'aide de partenaires financiers.

« Selon la BAD, le déficit de financement se situe entre 68 et 108 milliards de dollars américains. Cela signifie que nous devons réfléchir de manière créative et approfondie à la manière de combler cet écart », a déclaré Ramaphosa.

Le développement des infrastructures est une priorité absolue en Afrique, étant donné son lien avec la croissance économique et la réduction de la pauvreté.

C'est pour cette raison qu'en juillet 2010, le Programme de développement des infrastructures en Afrique (PIDA) a été lancé pour guider la mise en œuvre des infrastructures de transport, d'énergie, d'eau et de technologies de l'information et de la communication sur le continent.

Le PIDA identifie un certain nombre de projets et de programmes d'infrastructure à mettre en œuvre au cours de la période 2010 à 2040.

La SADC a un certain nombre de projets sur la liste des priorités du PIDA. Il s'agit notamment de la centrale hydroélectrique de Batoka, de l'interconnexion électrique Zambie-Tanzanie-Kenya (ZTK), de la route et du pont ferroviaire Kinshasa-Brazzaville et du corridor central en République-Unie de Tanzanie.

La construction de la centrale hydroélectrique de Batoka Gorge devrait ajouter 1 600 mégawatts d'électricité, suffisamment pour atténuer les pénuries en Zambie et au Zimbabwe.

L'interconnecteur ZTK est une ligne de transport d'énergie à haute tension reliant la Zambie, la Tanzanie et le Kenya.

Le projet vise à connecter les réseaux électriques et à créer un

lien entre le Pool énergétique de l'Afrique australe et le Pool énergétique de l'Afrique de l'Est, permettant de transmettre de l'énergie du Cap au Caire. □

L'Afrique du Sud dirigera le Secrétariat de la ZLECAF

L'EXPERT commercial sud-africain Wamkele Mene a été nommé secrétaire général du Secrétariat de la zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAF).

La nomination de Mene a été annoncée lors du 33ème sommet de l'Union africaine qui s'est tenu à Addis-Abeba, en Éthiopie, en février.

Ancien fonctionnaire de l'Organisation mondiale du commerce, ce Sud-Africain de 43 ans a dirigé la délégation de son pays lors des négociations qui ont abouti à la signature de l'Accord de la ZLECAF en 2019.

Il devrait superviser la mise en œuvre de la ZLECAF, un accord commercial visant à créer un marché continental unique pour les biens et services et à développer le commerce intra-africain.

La zone de libre-échange devrait commencer à fonctionner en juillet 2020 et le secrétariat de la ZLECAF sera basé à Accra, la capitale du Ghana.

Le Secrétariat devrait être pleinement opérationnel d'ici la fin mars. □





Le tribunal ordonne des nouvelles élections présidentielles au Malawi

par Tanaka Chitsa

LA COUR constitutionnelle du Malawi a ordonné à la commission électorale d'organiser de nouvelles élections présidentielles avant juillet de cette année.

Le tribunal a également décidé qu'au cours de la période précédant les nouveaux scrutins, la composition de la présidence devrait revenir à ce qu'elle était avant les élections nationales du 21 mai 2019.

Cependant, le président sortant, S.E Peter Mutharika, a critiqué le jugement et prévoit de faire appel. Dans le système judiciaire malawien, la Cour constitutionnelle n'est pas la cour suprême de jugement final, car il y a une Cour suprême d'appel. La soumission d'un recours à une juridiction supérieure suspend le jugement en attendant l'issue de l'appel.

Dans un jugement rendu le 3 février au greffe du district de Lilongwe de la Haute Cour du Malawi, un panel de cinq juges dirigé par le juge Healy Potani a cité des irrégularités généralisées dans la conduite des élections comme motif pour déclarer le résultat des scrutins nul et non avenue.

"Dans chaque élection, il y aura des irrégularités mais dans la présente affaire, nous avons constaté que les irrégularités étaient si répandues, systématiques et graves que les résultats des élections ont été compromis et ne peuvent être dignes de confiance comme le reflet des votes", Potani a déclaré en lisant une partie du jugement du tribunal de 500 pages.

Certaines des irrégularités comprennent le non-respect par la Commission électorale du Malawi (MEC) des exigences statutaires concernant le traitement des feuilles de pointage et des journaux de bord,

la délégation des pouvoirs statutaires appartenant aux commissaires de MEC au directeur général des élections et l'acceptation des feuilles de pointage qui avaient été modifiées à l'aide de fluide de correction.

Le tribunal a décidé que la composition de la présidence devrait redevenir ce qu'elle était avant la tenue des élections le 21 mai 2019.

Cela signifie que l'ancien vice-président Saulos Chilima, qui s'est séparé du Parti démocrate progressiste au pouvoir (DPP) pour former son propre parti en 2018, conserverait son poste de vice-président en attendant la tenue de nouvelles élections. Cependant, cela serait suspendu par appel.

Le président Mutharika a déclaré qu'il ferait appel de la décision du tribunal, décrivant le verdict comme "une grave subversion de la justice, une attaque contre le système démocratique et une tentative de saper la volonté du peuple".

"Le jugement, tel qu'il est, ne peut pas être contesté", a déclaré Mutharika dans une allocution aux Malawiens le 5 février, ajoutant que, "dans l'état actuel des choses, le jugement, s'il n'est pas remédié, représente une préséance imparfaite pour toutes les élections à l'avenir."

Il a dit qu'il avait chargé son équipe juridique de faire appel du jugement.

La décision du tribunal de tenir de nouvelles élections dans un délai de 150 jours signifie que le MEC devrait demander des élections présidentielles avant le 3 juillet 2020.

La Cour constitutionnelle du Malawi a rendu la décision sur les résultats des élections après que Lazarus Chakwera du Parti du Congrès du Malawi (MCP) et Chilima du Mouvement de transformation unifié (UTM) se

sont adressés au tribunal pour une ordonnance annulant le résultat du scrutin présidentiel, citant des irrégularités généralisées dans le déroulement des élections présidentielles.

Mutharika était sorti vainqueur du scrutin de 2019, battant un solide peloton de six autres candidats à la présidentielle.

Il a battu de peu Chakera en remportant 38,57% des suffrages exprimés lors des élections présidentielles tenues parallèlement aux scrutins pour les membres de l'Assemblée nationale et les conseillers des collectivités locales.

Chakwera a remporté 35,42% des voix tandis que Chilima était loin derrière, avec 20,24% des suffrages exprimés.

En vertu de la Constitution malawienne, le président est élu selon le système uninominal majoritaire à un tour dans lequel le candidat ayant obtenu le plus grand nombre de voix est déclaré vainqueur, même s'il obtient moins de 50% des suffrages valables.

La Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC) a reconnu la décision de la Cour

constitutionnelle et a appelé toutes les parties prenantes au Malawi à respecter le jugement et à maintenir la paix et la tranquillité pendant que les institutions nationales compétentes se préparent.

Le président de l'Organe de la SADC sur la politique, la défense et la coopération en matière de sécurité, le président Emmerson Mnangagwa a déclaré que la région resterait saisie de la situation au Malawi.

"La SADC félicite la Cour constitutionnelle d'avoir respecté la Constitution malawienne et la loi électorale dans la conduite de la pétition", a déclaré le président Mnangagwa.

« La SADC continuera à soutenir la République du Malawi dans le processus électoral, conformément aux principes et directives de la SADC régissant les élections démocratiques, et restera saisie des développements au Malawi. »

D'autres organisations régionales et internationales qui ont observé les élections présidentielles de 2019 au Malawi, comme l'Union africaine, ont également pris note de l'arrêt de la Cour constitutionnelle. □

Élections législatives comoriennes



LE PARTI au pouvoir la Convention pour le renouvellement des Comores (CRC) dirigée par le président Azali Assoumani a remporté les élections législatives du 19 janvier.

Selon les résultats définitifs annoncés par la commission électorale comorienne, la CRC a obtenu 17 des 24 sièges législatifs contestés.

Deux autres sièges ont été remportés par des partis en coalition avec le CRC.

Un deuxième tour de scrutin est prévu le 23 février pour attribuer les cinq sièges restants.

Un certain nombre de partis d'opposition ont boycotté les élections législatives, invoquant des irrégularités dans le processus électoral. □

L'unité est la clé du développement durable - Le président Nyusi

LE PRÉSIDENT Mozambicain Filipe Nyusi a appelé à la paix et à l'unité nationale, affirmant qu'une nation unie est la clé du développement durable.

Dans son discours inaugural du 15 janvier, Nyusi a déclaré qu'en tant que dirigeant du pays, il veillerait à ce que tous les Mozambicains, malgré leurs affiliations politiques, bénéficient de diverses activités, programmes et projets socio-économiques lancés par le gouvernement.

« Il y a cinq ans, lors d'une cérémonie comme celle-ci, j'ai annoncé que je serais président de tous les Mozambicains. Je renouvelle cette promesse de travailler pour le Mozambique dont nous rêvons tous.

« Notre programme est de développer le Mozambique. Notre programme est que ce développement ne se fasse pas au prix de l'injustice, de la vanité ou de l'inégalité », a-t-il dit, ajoutant que « nous devons tous travailler ensemble pour que le Mozambique se développe et accueille tous les Mozambicains. »

Nyusi, qui est actuellement à son deuxième et dernier mandat conformément à la Constitution mozambicaine, a déclaré que son objectif prioritaire sera d'améliorer les domaines clés de l'économie tels que l'agriculture, le tourisme, la santé et l'industrialisation ainsi que de consolider et de promouvoir la paix dans le pays.

Pour conduire et mettre en œuvre les aspirations de la nation, Nyusi a nommé un gouvernement dynamique composé de ministres expérimentés.

Par exemple, la présidente de l'Assemblée nationale, Veronica Macamo, a été nommée ministre des Affaires étrangères et de la Coopération.

Macamo était un président actif du Forum parlementaire (PF) de la SADC, qui fait pression pour la transformation en un parlement régional.

Pour assurer la continuité, Adriano Maleiane a été reconduit dans ses fonctions de ministre de l'Économie et des Finances, tandis qu'Augusta Maita, qui a été directrice générale de l'agence de secours du pays, l'Institut national de gestion des catastrophes (INGC), a été nommée ministre de la Mer, des Eaux intérieures et de la Pêche.

Concernant l'intégration régionale, le président Nyusi a déclaré que le Mozambique continuera de défendre les idéaux des pères fondateurs de la SADC.

Les pères fondateurs de la SADC qui comprenaient les présidents fondateurs de la République-Unie de Tanzanie, de la Zambie et du Botswana (Julius Nyerere, Kenneth Kaunda et Seretse Khama respectivement) ont sacrifié la liberté économique de leurs pays pour garantir que le reste de la région atteigne l'indépendance politique.

Cette génération dorée de dirigeants altruistes croyait en une région unie où tous les citoyens jouissent d'un niveau de vie élevé et de la paix.

« L'intégration régionale au sein de la SADC sera au sommet de notre programme. Nous remodelerons la relation d'amitié, de solidarité et de coopération avec les États africains. »

En août de cette année, le Mozambique devrait accueillir le 40^{ème} Sommet des chefs d'État et de gouvernement de la SADC, où le président Nyusi assumera la présidence de la SADC de son homologue, le président John Pombe Joseph Magufuli de Tanzanie.

Nyusi, qui est le chef du Front de libération du Mozambique (Frelimo) a été réélu président après avoir remporté les élections nationales du 15 octobre 2019 avec 73% des suffrages exprimés, contre 21% par son plus proche rival, Ossufo Momade de la résistance nationale du Mozambique (Renamo).

Les résultats ont été validés par le Conseil constitutionnel mozambicain en novembre 2019



après que le parti d'opposition ait contesté les résultats annoncés par la Commission électorale nationale.

En vertu de la loi électorale mozambicaine, le président est directement élu après avoir remporté 50% plus un des suffrages valablement exprimés.

Nyusi, qui a pris ses fonctions pour la première fois en 2014, est le quatrième président du Mozambique depuis l'indépendance du pays en 1975.

Dans la Chambre de l'Assemblée de 250 membres, le Frelimo a remporté 71% des sièges, tandis que la Renamo et le MDM en ont obtenu respectivement 22% et 4%.

Les parlementaires mozambicains sont élus au

moyen d'un système de représentation proportionnelle sur la base des listes des partis, basé sur les provinces du pays.

C'était la première fois que des élections pour les gouverneurs provinciaux avaient lieu à la suite d'un changement à la législation sur les assemblées provinciales effectué plus tôt en 2019.

Aux élections de l'Assemblée provinciale, le Frelimo a remporté les 10 provinces, avec des majorités allant de 60% à Nampula à 95% à Gaza.

En vertu du changement de législation, la personne qui est en tête de la liste du parti gagnant devient automatiquement le gouverneur de la province.

sadc.net □

Deux pays de la SADC organiseront des élections en 2020

DEUX PAYS de la région se rendront aux urnes en 2020 - les Seychelles et la République-Unie de Tanzanie.

Les Tanzaniens iront aux urnes en octobre pour élire leur président, parlementaires et conseillers, tandis que les Seychelles auront leur élection présidentielle entre septembre et novembre.

Au Seychelles, pour la Tanzanie, le président sortant John Magufuli du parti Chama Cha Mapinduzi (CCM) tentera d'être réélu pour un deuxième et dernier mandat.

Le parti au pouvoir, United Seychelles Party, sera représenté par le président sortant, Danny Faure, tandis que la principale coalition d'opposition, Linyon Demokratik Seselwa, sera représentée par Wavel Ramkalawan. Les Seychelles ont 12 partis politiques enregistrés. □



Un nouveau rapport indique que le travail non rémunéré des femmes est devenu une crise mondiale

par Thenjiwe Ngwenya

UN NOUVEAU rapport indique que le travail non rémunéré des femmes a créé un écart de richesse qui provoque une crise du développement économique et entrave la croissance économique.

Le rapport recommande que la communauté mondiale s'attaque de toute urgence à cette crise.

Ceci est contenu dans un rapport international intitulé « Time to Care » qui a été publié avant le Forum économique mondial qui s'est tenu du 21 au 24 janvier à Davos, en Suisse.

"Il a été noté qu'il existe un énorme fossé de richesse entre les riches et les pauvres, et que la question du travail de soins non rémunéré et sous-payé des femmes et des filles est maintenant devenue une crise que le monde devrait gérer", indique le rapport publié par Oxfam.

Le rapport indique qu'en moyenne, l'inégalité entre les sexes coûte à l'Afrique subsaharienne plus de 95 milliards de dollars par an, ce qui affecte négativement les efforts du continent pour réaliser un développement humain inclusif et une croissance économique.

Le travail de soins non rémunéré fait référence à tous les services non rémunérés fournis au sein d'un ménage, qui comprennent les soins aux personnes ainsi que les travaux ménagers et le travail communautaire, tandis que les soins sous-payés sont décrits comme payant un salaire inférieur à ce qui est dû ou normalement requis.

Le travail de soins non rémunéré est à la fois un aspect important de l'activité économique et un facteur indispensable qui contribue au bien-être des individus, des familles et des

sociétés. Cependant, le travail de soins non rémunéré et sous-payé est un facteur majeur contribuant à l'inégalité entre les sexes et à la pauvreté chez les femmes.

Les femmes gagnent beaucoup moins que leurs homologues masculins malgré toutes les campagnes pour l'égalité des sexes dans le monde, et le rapport indique que les hommes dans le monde possèdent 50% de richesse en plus que les femmes.

Dans la plupart des cas, les femmes sont confrontées à un double fardeau en raison de responsabilités à rôles multiples qui incluent le fait d'être une épouse, un soignant, une mère et également un employé.

Ces rôles multiples fournissent pour la plupart une main-d'œuvre bon marché ou gratuite qui devrait être payée en conséquence.

Le travail de soins non rémunéré à lui seul, calculé par Oxfam, atteint au moins 10,8 milliards de dollars par an et les femmes travaillent également 12,5 milliards d'heures sans salaire ni reconnaissance chaque année. De nombreuses études en

Afrique australe révèlent que les deux tiers des soignants sont des femmes et un quart d'entre elles ont plus de 60 ans.

En Afrique du Sud, une évaluation nationale des soins à domicile a révélé que 91% des soignants étaient des femmes. Cela est dû à plusieurs demandes sociales et culturelles imposant aux femmes d'adopter le rôle de soignante familiale.

Le Tanzania Gender Networking Program (TGNP) a effectué des recherches sur le fardeau des soins liés au VIH et au SIDA que les femmes doivent assumer.

Il a été prouvé que les femmes et les filles continuent de dispenser la plupart des soins non rémunérés dans tous les contextes, ce qui entrave l'autonomisation économique et a également montré des implications politiques majeures, en particulier pour réduire la pauvreté.

Cependant, l'inégalité entre les sexes dans le travail de soins non rémunéré et sous-payé influence les écarts entre les sexes et a des implications importantes pour la

capacité des femmes à participer activement au marché du travail.

Il est recommandé aux gouvernements de faciliter la participation des soignants et des soignants non rémunérés aux forums et processus d'élaboration des politiques à tous les niveaux, et d'investir des ressources dans la collecte de données complètes qui peuvent mieux éclairer l'élaboration des politiques et évaluer l'impact des politiques sur les soignants.

En outre, les structures de la famille, de la société et de la gouvernance sont recommandées pour suivre le cadre de soins des 4R, qui implique:

- « Reconnaissant » que le travail de soins non rémunéré est principalement effectué par des femmes;
- « Réduire » le nombre total d'heures consacrées aux soins non rémunérés;
- « Redistribution » du travail de soins non rémunéré au sein des ménages; et,
- « Représenter » les soignants dans la prise de décision. □

Politique de la SADC sur l'intégration du travail non rémunéré dans les comptes et budgets nationaux

LA POLITIQUE de la SADC sur le genre, adoptée en 2007, stipule que les États membres doivent intégrer le travail domestique non rémunéré dans les comptes nationaux et les processus budgétaires, dans le but de reconnaître et d'évaluer le travail non rémunéré effectué par les femmes, ainsi que de budgétiser les services essentiels à cet égard. À l'article 16 du Protocole révisé de la SADC sur le genre et le développement, les États

membres ont convenu de « reconnaître et valoriser les soins non rémunérés et le travail domestique par la fourniture de services publics, d'infrastructures et de politiques de protection sociale »

Cependant, le rapport d'Oxfam a montré que la plupart des pays, y compris les États membres de la SADC, ont encore un long chemin à parcourir en termes de reconnaissance de l'importance des

soignants, et dans la région de la SADC, les femmes consacrent plus de temps aux soins non rémunérés que les hommes.

Dans la région, la pandémie de VIH et de sida, et les pénuries d'eau et d'énergie sont parmi les facteurs qui ont créé de nouvelles contraintes sur les rôles multiples des femmes, imposant ainsi aux femmes un travail supplémentaire non rémunéré et non reconnu. □

Février – Mars 2020

L'AFRIQUE

AUSTRALE AUJOURD'HUI

SADC AUJOURD'HUI VOL 22 No 2 FÉVRIER 2020



SADC AUJOURD'HUI

est produit en tant que source de référence des activités et opportunités dans la Communauté pour le Développement de l'Afrique Australe, et en tant que guide à l'attention des responsables politiques à tous les niveaux du gouvernement national et régional.

Communauté pour le Développement de l'Afrique Australe

SADC Secretariat, SADC House, Private Bag 0095, Gaborone, Botswana
Tel +267 395 1863 Fax +267 397 2848/318 1070
E-mail registry@sadc.int Website www.sadc.int

SADC AUJOURD'HUI est publié six fois par an par le Centre de Documentation et de Recherche de l'Afrique Australe (SARDC) pour le Secrétariat de la SADC à Gaborone, Botswana, en tant que source de connaissance fiable sur le développement régional. Les articles peuvent être librement reproduits par les médias et autres, selon l'attribution.

RÉDACTEUR

Munetsi Madakufuma

TRADUCTEUR

Chris Kambayi

COMITÉ DE RÉDACTION

Joseph Ngwawi, Kizito Sikuka, Egline Tauya, Admire Ndhlovu, Phyllis Johnson, Nyarai Kampilipi, Kumbirai Nhongo, Maidei Musimwa, Tariro Sasa, Tanaka Chitsa, Monica Muteru, Raymond Ndlovu, Pedzisayi Munyoro, Thenjiwe Ngwenya, Ayub Blessing Moyo, Eunice Kadiki

L'AFRIQUE AUSTRALE AUJOURD'HUI est soutenue par l'Agence de Développement Autrichienne, en soutien au Groupe Thématique SADC Énergie des Partenaires Internationaux de Coopération co-présidé par l'Autriche.

© SADC, SARDC, 2020

SADC AUJOURD'HUI reçoit les contributions de particuliers et d'organisations au sein de la SADC, sous forme d'articles, photographies, fiches d'informations et commentaires et autres articles pertinents provenant de l'extérieur de la région. Les éditeurs se réservent le droit de sélectionner ou rejeter les informations et d'éditer en fonction de l'espace disponible. Le contenu ne reflète pas nécessairement les positions et opinions officielles de la SADC ou du SARDC.

SADC AUJOURD'HUI est publié en anglais, portugais et français, et est également disponible en version électronique à www.sadc.net. Connaissance pour le Développement, lié à www.sadc.int

CONCEPTION & MISE EN PAGE

Tonely Ngwenya, Anisha Madanhi

PHOTOS ET ILLUSTRATIONS

P1 googleusercontent.com, theconversation.com; P2 mediabroadcasting.net, buzzsouthafrica.com; P4-5 herald.co.zw, afrik21.africa, pv-tech.org, southerntimes.com; P6 neweralive.na; P7 ft.com, tzbusinessnews.com, techcentral.co.za; P8-9 OKACOM Secretariat, sundaymail.co.zw, Irene Lungu-Chipili, Lola Castro Twitter, dobecology.nl; P10 fna.fbcfdn.net; P11 cdnuploads.aa.com.tr, clisp.cachefly.net, T Ngwenya, polity.org.za; P12 cmsqz.com, whispereye.com; P13 upnewsinfo.com, thepublicradio.org, hdnux.com, thesouthafrican.com; P14 m.miningweekly.com, Oxfam, T Ngwenya, sundaymail.co.zw

Abonnez-vous aujourd'hui

SADC AUJOURD'HUI est disponible moyennant un tarif d'abonnement annuel pour six numéros par an: le tarif est de US\$55 en dehors du continent africain, y compris les frais d'affranchissement; US\$40 pour le reste de l'Afrique; et US\$30 pour la région de la SADC. Votre abonnement vous permettra de recevoir le bulletin d'information par avion ou courrier électronique. Pour plus de détails, veuillez contacter le Rédacteur.

Les correspondances concernant cette édition doivent être adressées au:

Courriel: sadctoday@sadc.net

Centre de Documentation et de Recherche de l'Afrique Australe (SARDC)

Julius K. Nyerere House, 15 Downie Avenue, Belgravia, Harare, Zimbabwe
Tel +263 242 791 141

www.sadc.net

Connaissance pour le Développement



[sadc.net](https://www.facebook.com/sadc.net)



[@sadc.net](https://twitter.com/@sadc.net)

Austrian
Development Cooperation

Ce document est produit par la SARDC dans le cadre d'un projet réalisé avec le financement de l'Agence autrichienne de développement (AAD)/la Corporation Autrichienne de Développement (CAD). La responsabilité du contenu de cette publication incombe entièrement aux auteurs. L'information et l'analyse ne reflètent pas l'opinion officielle de l'Agence autrichienne de développement /la Corporation Autrichienne de Développement



Février

2, Mondial

Journée Mondiale des Zones Humides

La Journée mondiale des zones humides est marquée par des actions publiques visant à sensibiliser les législateurs, les décideurs et les exécutants, et les entreprises, à la nature essentielle des zones humides pour l'approvisionnement en eau et donc la survie humaine. La construction et l'abus des zones humides se poursuivent et un récent rapport indique que les zones humides disparaissent trois fois plus rapidement que les forêts (voir p. 8, 9).

9-10, Éthiopie

Sommet de l'Union africaine

Le 33^{ème} Sommet des chefs d'État et de gouvernement africains se réunit à Addis-Abeba pour poursuivre le thème « Faire taire les armes à feu: créer des conditions propices au développement de l'Afrique ». Les dirigeants africains discutent de l'avancement de l'intégration continentale lors de leur sommet annuel. L'Afrique du Sud deviendra présidente pour l'année prochaine.

15-20, Afrique du Sud

Groupe de référence de la stratégie de l'eau de la SADC

Le Groupe de référence sur la stratégie de l'eau se réunit pour discuter de la mise en œuvre du programme régional de l'eau dans la région de la SADC. Le Groupe de référence sur la stratégie de l'eau est composé du Secrétariat de la SADC et de partenaires internationaux de coopération.

16-21, Zimbabwe

Conférence annuelle et assemblée générale de la RERA

La réunion annuelle fournit une plate-forme aux membres de la Regional Energy Regulators Association (RERA) pour discuter de l'harmonisation des politiques réglementaires, de la législation, des normes et des meilleures pratiques dans la région de la SADC.

24-27, Zimbabwe

6^{ème} Forum régional africain sur le développement durable

La conférence, organisée conjointement par la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique et le gouvernement du Zimbabwe, examinera les progrès accomplis par le continent dans la mise en œuvre des objectifs de développement durable des Nations Unies. Le thème de cette année est "2020-2030 : une décennie pour réaliser une Afrique transformée et prospère grâce au Programme 2030 et au Programme 2063 ».

27, Zambie

Conseil des ministres du ZAMCOM

Le Conseil des ministres de la Commission du cours d'eau du Zambèze fournit des orientations politiques pour la gestion et le développement coopératifs du bassin du Zambèze. Le conseil approuve les plans de travail et les budgets annuels et examine les recommandations du comité technique du ZAMCOM.

Mars

3-4, Afrique du Sud

Conférence sur l'Énergie en Afrique

La conférence réunira des experts internationaux et continentaux pour partager des idées et des solutions aux défis énergétiques de l'Afrique tout en explorant les vastes opportunités de développement énergétique offertes à l'Afrique. Le thème pour 2020 est « Énergie africaine - Catalyser l'investissement et les opportunités commerciales ».

4-7, Zimbabwe

Sommet sur l'Infrastructure & Expo

Des représentants du gouvernement, des experts en infrastructure et des banquiers d'Afrique du Sud, de Zambie, du Zimbabwe et d'autres pays se réuniront à Victoria Falls pour discuter des mesures visant à renforcer le développement des infrastructures et des opportunités connexes dans les trois États membres de la SADC. Le thème est « L'infrastructure, clé de la croissance économique et de la prospérité partagée ».

8, Mondial

Journée internationale de la femme

C'est l'occasion de réfléchir sur les progrès accomplis dans la promotion de l'égalité et de discuter des changements nécessaires. La Commission de la condition de la femme (CSW) se réunit au siège des Nations Unies à New York pour un examen global. Le thème de cette année est # IWD2020 #EachforEqual

9-20, UN New York

64^{ème} session de la CSW / Beijing +25

La Commission de la condition de la femme des Nations Unies se réunit chaque année et est le principal organisme intergouvernemental mondial voué à la promotion de l'égalité des sexes et de l'autonomisation des femmes, surveillant et examinant les progrès accomplis dans la mise en œuvre de la Déclaration et du Programme d'action de Beijing.

10-15, Tanzanie

Conseil des ministres de la SADC

Le Conseil des ministres de la SADC, qui se réunit deux fois par an, est chargé de superviser et de surveiller les fonctions et le développement de la SADC, et de veiller à ce que les politiques soient mises en œuvre pour faire avancer l'intégration régionale.

22, Mondial

Journée mondiale de l'eau

La Journée mondiale de l'eau est célébrée le 22 mars de chaque année pour attirer l'attention sur le soin de l'eau. Le thème de cette année « Nature et changement climatique » explore les liens entre l'eau et le changement climatique.

La Namibie fête ses 30^{years} ans

CETTE ANNÉE 2020 marque le 30^{ème} anniversaire de l'indépendance nationale de la Namibie de l'occupation de l'apartheid de l'Afrique du Sud.

Après la Conférence de Berlin de 1885, où les puissances impérialistes d'Europe se sont réunies pour diviser l'Afrique principalement pour leur intérêt dans les ressources minérales, la Namibie a été attribuée à l'Allemagne. Après la défaite de l'Allemagne dans la Première Guerre mondiale, la Namibie a été gouvernée de Pretoria sous mandat de la Société des Nations, et après la fin de la Seconde Guerre mondiale, les Nations Unies ont institué un système de tutelle pour mettre les anciennes colonies allemandes en Afrique sous le contrôle de l'ONU, mais l'Afrique du Sud s'est opposé au fait qu'une majorité de la population du territoire était satisfaite de la domination sud-africaine. Elle a cherché à étendre l'influence des politiques d'apartheid adoptées en Afrique du Sud et a écrasé toute résistance avec le même châtimement racial auquel étaient confrontés les Sud-Africains noirs.

Cependant, en 1966, l'Assemblée générale des Nations Unies a décidé de mettre fin au mandat, déclarant que l'Afrique du Sud n'avait pas d'autre droit d'administrer le territoire et que le Sud-Ouest africain devait désormais relever de la responsabilité directe des Nations Unies.

Sous la direction de Sam Nujoma et d'Andimba Toivo ya Toivo, l'Organisation populaire du Sud-Ouest africain (SWAPO) a été créée en 1960 pour exiger l'indépendance politique nationale. En juin 1966, Peter Nanyemba, commandant de l'Armée populaire de libération de Namibie (PLAN), l'aile militaire de la SWAPO a annoncé le début de la guerre d'indépendance en déclarant: « Nous n'avons pas d'autre choix que de lever les armes et de provoquer notre propre libération. Nous sommes nos propres libérateurs. »

Les premiers coups de feu de la guerre ont été tirés le 16 août 1966 sur Omugulugwombashe dans la région d'Omusati, dans le nord de la Namibie. Cela a marqué un changement stratégique de la dépendance vis-à-vis de la politique des manifestations et des pétitions comme principale forme de lutte anticoloniale, bien que celles-ci se soient poursuivies en tandem.

Après une longue lutte armée et la défaite de la force de défense sud-africaine dans le sud de l'Angola par une force militaire conjointe de l'Angola, de Cuba et de PLAN, les négociateurs de la SWAPO ont signé un accord de cessez-le-feu avec l'Afrique du Sud en mars 1989, donnant le rythme des premières élections démocratiques en Namibie et la transition vers l'indépendance le 21 mars 1990.

Cette victoire politique n'est pas venue isolément, mais plutôt un effort régional grâce à la coopération organisée et stratégique des États de la ligne de front et du Comité de libération de l'Organisation de l'unité africaine.

Cela reflète l'unité et les liens régionaux qui ont conduit à la libération des pays africains de la domination coloniale et peuvent continuer d'être exploités par le biais de la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC) et de l'Union africaine à mesure que la lutte pour le développement économique et l'intégration se poursuit. □

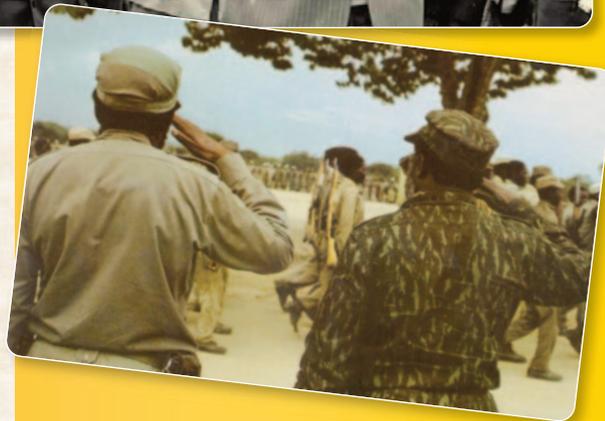
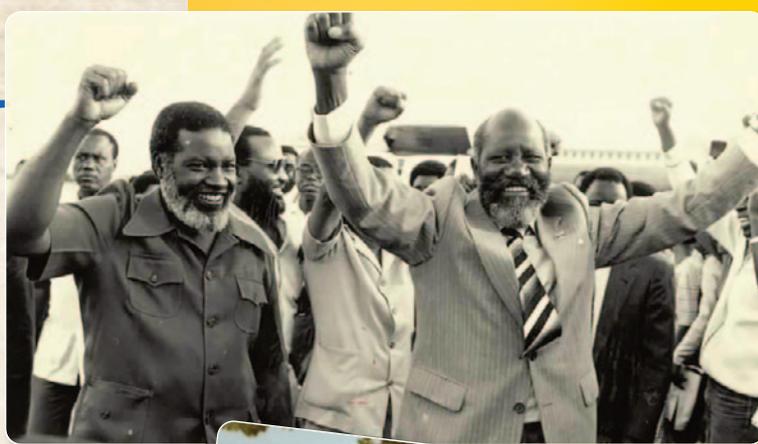
LA LIBERTÉ à travers les yeux du Général Tongogara

JOSIAH MAGAMA Tongogara est né le 4 février 1940 et s'est engagé dans la lutte de libération de son pays, le Zimbabwe, dans sa jeunesse dans les années 1950. Il a gravi les échelons jusqu'à ce qu'il devienne commandant des forces de la ZANLA et participe aux négociations d'indépendance de Lancaster House avant de perdre la vie dans un accident de voiture au Mozambique le 26 décembre 1979.

Une exposition de photos, documents et objets, y compris des lettres à sa femme et son cahier opérationnel, a été inaugurée le 4 février à la National Gallery of Zimbabwe sous le thème LIBERTÉ à travers les yeux du général Tongogara.

L'exposition décrit sa vie en tant que jeune activiste, homme de famille et combattant de la liberté, et sera ouverte de février à mars 2020 à la National Gallery of Zimbabwe.

Lors d'un aperçu privé spécial de l'exposition, Son Excellence ED Mnangagwa, président de la République du Zimbabwe, a souligné la valeur du patrimoine préservé par Mme Tongogara et sa famille, exhortant ceux qui ont des photos, papiers et documents historiques à les sauvegarder et à partager avec les jeunes d'aujourd'hui dans les publications et les expositions publiques, ainsi que leur conservation dans les musées et les archives. □



JOURS FÉRIÉS DANS LA SADC

Février – Avril 2020

1er février	Abolition de l'esclavage	Maurice
3 février	Journée des héros	Mozambique
4 février	Journée nationale de lutte armée	Angola
21 février	Maha Shivaratri	Maurice
	Journée nationale de la jeunesse	Zimbabwe
25 février	Carnaval	Angola
3 mars	Journée des martyrs	Malawi
9 mars	Journée de la femme (in lieu)	Angola, Zambie
11 mars	Journée Moshoeshe	Lesotho
12 mars	Fête nationale	Maurice
	Journée de la jeunesse	Zambie
18 mars	Journée Cheikh Al Maarouf	Comoros
21 mars	Fête de l'indépendance	Namibie
	Journée des Droits de l'homme	Afrique du Sud
22 mars	Leilat al - Meiraj	Comoros
23 mars	Journée de libération de l'Afrique australe	Angola
25 mars	Ougadi	Maurice
29 mars	Journée des martyrs	Madagascar
4 avril	Paix et réconciliation	Angola
7 avril	Journée de la femme	Mozambique
	Journée Sheik Abeid Karume	Tanzanie
10 avril	Vendredi Saint	Tous SADC sauf Comoros, RDC, Madagascar, Maurice, Mozambique
11 avril	Samedi saint	Zambie
12 avril	Dimanche de Pâques	Namibie, Zimbabwe
13 avril	Lundi de Pâques	Tous SADC sauf Angola, Comoros, RDC, Maurice, Mozambique
	Journée de la famille	Afrique du Sud
18 avril	Jour de l'indépendance	Zimbabwe
19 avril	Anniversaire du roi	Eswatini
20 avril	jour férié	Eswatini
25 avril	Journée nationale du drapeau	Eswatini
26 avril	Fête de l'Union	Tanzanie
27 avril	Journée de la liberté	Afrique du Sud